

# Communiqué

Le jeudi 19 novembre 2009, à l'heure où siégeait le CTPM pour entériner, le décret de rapprochement DRAC/SDAP, les personnels de la DRAC de Basse-Normandie se sont réunis pour faire le constat amer que tout se déroule bien comme prévu.

Il était illusoire de penser que la mise en place d'un projet de service, même fait maison, protégerait les personnels des DRAC et des

SDAP de la RGPP et de la REATE (réorganisation territoriale de l'État). En Basse-Normandie, le projet de service en cours d'élaboration, avec comme support de communication l'écriture d'un macro-organigramme, ne saurait dissimuler les réformes à venir. La pseudo mise en transversalité de la cellule gestion du secteur patrimoine (déjà effective pour l'action culturelle) puis son glissement inéluctable sont les éléments moteurs inavoués du renforcement du pôle secrétariat général. De fait, la création d'un grand service de fonctions-support «clef en main» facilitera son intégration au sein des futurs services de la Préfecture de Région. Pour les DRAC comme pour les SDAP, cette perte annoncée des fonctions-support qui sont les moyens indispensables au bon fonctionnement des services (gestion, communication, logistique, formation, ressources humaines ...) conduira inévitablement à un affaiblissement des missions régaliennes des DRAC/SDAP, une remise en cause de leur politique en matière de protection et de valorisation du patrimoine, et de leur politique culturelle de proximité. D'autre part, les personnels (« transférés » ?) qui auraient à leur charge la gestion regroupée de plusieurs secteurs d'activité, risquent fort de perdre le sens de leur profession.

La section SUD CULTURE de Basse Normandie n'a pas l'impression de fantasmer lorsqu'elle imagine que les « projets de service » en cours de discussion dans les services déconcentrés ne sont que la traduction en langage

culturellement correct du processus visant à ratatiner les effectifs. La réforme amorcée, qui nous touche de plein fouet aujourd'hui, est bien le résultat de la volonté du gouvernement de réduire les effectifs de fonctionnaires d'État.

C'est pourquoi la section SUD CULTURE Basse-Normandie appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser en vue d'une réaction concertée avec l'intersyndicale sous la forme, par exemple d'un rassemblement national au Ministère.

Section SUD Culture Basse-Normandie

Caen, le 20 novembre 2009